

Véronique le Goaziou

“L'ÉDUCATEUR FACE À L'URGENCE SOCIALE”

Les équipes de prévention spécialisée et de maraude du Groupe addap13 durant le premier confinement (mars-mai 2020)

Décembre 2020



Groupe addap13
éduquer dans la rue

Groupe association départementale pour le développement des actions de prévention 13

Véronique Le Goaziou est sociologue, chercheuse associée au Laboratoire méditerranéen de sociologie (LAMES-CNRS).

Introduction

Pour répondre à la crise sanitaire provoquée par le Covid-19 et en vue de limiter la propagation du virus, le gouvernement français a imposé des mesures de confinement sur l'ensemble du territoire national à partir du 17 mars 2020. Pendant deux mois, les établissements scolaires ont fermé ainsi que la plupart des lieux recevant du public, le télétravail est devenu la règle et la population a dû rester à domicile.

Passé quelques jours d'interrogations sur la maladie, les dangers encourus et les conduites à tenir pour eux-mêmes et leurs publics, des équipes de prévention spécialisée et de ma-raude du Groupe addap13 sont retournées sur leur secteur d'intervention pour y assurer une présence physique (appelée *présence sociale* dans le vocabulaire du métier), d'autres privilégiant plutôt le télétravail. Soucieuse de remplir son rôle de veille et d'alerte, la direction de l'association a demandé aux équipes de reporter des éléments d'observation sur leur territoire en période de confinement, afin d'apprécier la situation des publics, relever les difficultés rencontrées et relater les actions entreprises. Durant huit semaines, du 17 mars au 15 mai 2020, plusieurs dizaines de *notes d'ambiance* et *d'observation sociale* ont été rédigées par les équipes, centralisées par les cadres et transmises aux autorités impliquées dans l'action socioéducative du département.

Ces notes sont d'un grand intérêt parce qu'elles rendent compte de la vie quotidienne d'une multiplicité de territoires, dans un contexte inédit de crise sanitaire. Plus largement, elles livrent un tableau très animé de plusieurs dizaines de cités ou quartiers (bidonvilles, squats ou espaces d'errance), qu'on a en réalité peu l'occasion de pouvoir ausculter de façon aussi fine. Et elles attestent que les éducateurs sont à la fois d'ingénieux connaisseurs des secteurs où ils interviennent et des publics qui y résident, et d'habiles décrypteurs des actions mises en œuvre et de leurs effets.

Dans les cités et les quartiers

Un des éléments frappants rapportés lors des premiers jours du confinement est que les rues et les espaces communs des cités et des quartiers étaient vides – un *désert*, fut-il souvent mentionné –, alors que ces territoires sont en temps ordinaire fortement peuplés. Et, comme par un effet grossissant, ne demeuraient dès lors visibles que celles et ceux qui n'avaient pas de logement : des personnes qui résident plus ou moins dans le quartier mais dans une situation des plus précaires, des SDF ou des migrants sans papiers par exemple, habituellement mêlés à la population et qui ne font pas ou peu partie des publics usuels de la prévention spécialisée.

Mais vides également des structures de proximité existantes qui pour la plupart avaient fermé leurs portes et adapté leurs procédures – établissements scolaires, administrations ou services publics comme des Maisons de la solidarité, des antennes de Pôle emploi, des bureaux de poste, des centres sociaux ou des équipements sportifs. Or, dans les cités ou les quartiers dotés de telles structures, elles sont souvent les seuls espaces de vie collective organisée, animés par des personnes extérieures au quartier. Par conséquent, ces premiers jours, les éducateurs ont eu le sentiment d'être isolés dans des territoires atones et comme

repliés sur eux-mêmes, dont les occupants visibles étaient des personnes en situation de détresse. L'esseulement ainsi relaté n'est sans doute pas une vue de l'esprit lorsqu'on sait que les équipes de prévention spécialisée du Groupe se réduisent sur bien des secteurs à un unique éducateur – ailleurs, ils peuvent être deux ou très rarement trois. Et cela rappelle que les forces éducatives, aussi vives soient-elles, sont aussi des forces rares.

Toutefois – et bien que cela soit variable selon les territoires –, les habitants ou des habitants ont assez rapidement quitté leur logement et les équipes ont produit des écrits très sensibles sur ces sorties ou regroupements : près des commerces ou des équipements sportifs (fermés), plutôt dans l'après-midi ou en fin de journée, plutôt des enfants ou des jeunes mais aussi des parents, etc. Et, s'interrogeant sur ces entorses au confinement ou aux gestes de distanciation, ils ont mis à jour des éléments déjà connus de la vie des cités ou des quartiers, mais encore plus explicites ou évidents.

Le fait est que beaucoup de logements sont trop petits pour des familles trop grandes dans ces quartiers, si bien que sortir était une nécessité. De ce fait, c'est moins l'appartement qui fut espace de confinement que la cité elle-même – ce que certaines sont d'ailleurs habituellement aux dires des équipes, tant elles sont enclavées. Des habitants ont aussi eu besoin de se retrouver pour parer l'angoisse de l'isolement et faire groupe afin de s'en protéger. Pour les plus jeunes – habitués à être dehors, dans les entrées d'immeuble ou les espaces communs de leur cité – peut-être ont-ils eu le sentiment que leur âge les protégeait du virus, peut-être ont-ils voulu contourner la règle et défier les autorités ou s'épargner (ou épargner à leur famille) les tensions inhérentes à la promiscuité. Vivre dans un appartement trop petit, et parfois insalubre, pour une famille trop grande est le lot d'une bonne partie des habitants de ces territoires, si bien que les équipes, soucieuses des manquements aux règles prescrites, le furent tout autant des tensions intrafamiliales qui se firent jour un peu partout et pouvaient déboucher sur de la violence. Et elles ont dû à plusieurs reprises calmer des jeunes exaspérés par ce voisinage contraint, désamorcer des colères, dénouer des conflits ou rassurer des parents.

Deux autres sources d'inquiétude sont également rapportées, durant cette première période. D'abord, la scolarité des enfants, devenue une véritable épreuve au fil du temps, lorsque les jeunes ou les familles n'avaient pas accès à Internet ou qu'ils se perdaient dans les méandres de l'enseignement à distance. Inquiétude redoublée pour les parents qui ne pouvaient suivre la scolarité de leurs enfants parce qu'ils n'ont pas le niveau requis et pour ceux dont les enfants étaient déjà en difficulté avant le confinement. Des parents (et les éducateurs) ont vu ou craint de voir leurs enfants se désarrimer du temps scolaire pour s'installer dans des rythmes décalés (dormir le jour, veiller la nuit) et s'éloigner ainsi de la vie familiale et sociale (non virtuelle).

Puis les premières difficultés matérielles se sont annoncées, depuis l'absence de feuilles de papier ou d'imprimante pour les attestations de sortie jusqu'au souci des courses alimentaires : les équipes ont par exemple mentionné les files d'attente devant des magasins où des aliments de base pouvaient manquer lors des premiers temps du confinement. Plus largement, des habitants ont formulé des craintes pour leur avenir financier dès lors qu'ils ne pouvaient plus travailler ou ne touchaient qu'une partie de leurs revenus (chômage par-

tiel). En bref, dans ces cités où vivent des personnes situées aux échelons les plus bas de l'échelle sociale, sans travail ou en situation de pauvreté, très rapidement les conditions de vie se sont détériorées.

Fortes de ces premiers constats, les équipes ont dû annuler ou reporter les actions habituelles ou prévues – animations, sorties, chantiers éducatifs, etc. – et suspendre ou interrompre des accompagnements et des orientations, faute de partenaires présents : les administrations et les services publics étaient fermés et le télétravail a considérablement ralenti et complexifié les démarches. Elles ont toutefois maintenu ou prodigué des accompagnements plus *sensibles* qui ne pouvaient souffrir aucun délai, par exemple pour des jeunes à la rue ou en risque d'expulsion, des jeunes sans aucune ressource, des jeunes possiblement violents, etc. Dans tous ces cas, face à l'urgence, au danger ou à l'appel au secours, les équipes ont dû trouver des solutions, quitte à modifier leurs postures et pratiques ordinaires, en usant sans retenue de l'art de la débrouille inhérent à leur métier.

Elles ont également déployé un éventail d'aides multiples à destination des publics, en sortant assez souvent de leur cadre d'intervention habituel, et ont ainsi pu rendre divers services : afficher les recommandations sanitaires dans les halls d'immeuble, imprimer et distribuer des autorisations de sortie, imprimer les leçons et les devoirs pour les enfants qui n'avaient pas accès à Internet ou, en lien avec les collègues, leur procurer des tablettes ou des ordinateurs, ou bien aller chercher ces devoirs dans les collèges, puis les faire avec les jeunes au téléphone ou dans un local. Pour occuper les enfants, à l'approche des vacances de printemps, les équipes ont confectionné et distribué des « kits loisirs » ou proposé des activités à distance (activités manuelles, ludiques, jeux partagés, sport...), elles sont aussi venues en aide à des personnes âgées ou isolées (réparations à domicile, courses alimentaires...) ou à des mères de familles (garder les enfants pour qu'elles puissent sortir, par exemple), etc.

En résumé, elles ont mis en œuvre une série de petites actions concrètes pour les jeunes et les familles, où le « faire pour » a supplanté le « faire avec ». Le travail sur le pouvoir d'agir des habitants ou sur l'autonomie, qui accompagne ordinairement l'intervention socioéducative et constitue un de ses objectifs, a été provisoirement laissé de côté dans la mesure où les arrimages ordinaires des publics étaient suspendus et fragilisés.

Les équipes ont enfin exercé une sorte de veille relationnelle, à distance, en appelant régulièrement les jeunes ou les familles pour prendre de leurs nouvelles, les écouter, le cas échéant répondre à leurs questions et si possible les rassurer, ou en étant présentes physiquement. Et cette veille a sans doute permis de lever des tensions, de réguler des conflits et de tempérer des accès d'agressivité dus aux contraintes du confinement, à l'angoisse générée par la maladie et, de plus en plus, à l'impossibilité de satisfaire des besoins élémentaires. Cette guidance psychoaffective et le soutien aux liens familiaux et à la parentalité furent d'autant plus importants que, redisons-le, les activités sociales, sportives, culturelles ou autres étaient à l'arrêt et la plupart des acteurs et partenaires habituels, absents. Les éducateurs ont tenté de pallier ces manques, capté les besoins des publics, entendu les appels et ils se sont débrouillés pour trouver des solutions, en mobilisant les acquis de leur métier : une connaissance intime des territoires, des liens de confiance avec la population et une grande capacité d'adaptation.

A partir de la troisième semaine, face à l'accroissement de la précarité et l'impossibilité pour un nombre grandissant de familles de subvenir à leurs besoins, ce n'est rien moins que la crainte alimentaire qui est devenue l'inquiétude majeure. Et depuis lors, maintes observations l'ont attestée et maintes alertes ont été lancées : si la grande majorité des Français ont été épargnés par la maladie et ses effets, une minorité a été percutée et elle se trouve parmi les plus défavorisés, les travailleurs précaires et les habitants des zones urbaines denses. De fait les conditions et les situations de vie des habitants dans ces espaces furent – et sont encore – des facteurs de fragilité : on y trouve plus de maux ou de pathologies chroniques qui renforcent la co-morbidité, pour un nombre réduit de cabinets médicaux ou de professionnels de santé ; plus de travailleurs non qualifiés, d'inactifs contraints ou de personnes sans emploi, ou plus simplement de pauvres, qui ont vu leurs revenus diminuer ou s'annuler ; plus de promiscuité, de difficultés d'approvisionnement en moyens de protection et en produits de base, d'obstacles à la compréhension des mesures de prévention, etc. Bref, ces territoires se caractérisent par toute une série d'écartés aux normes de l'aisance sociale qui ont rendu leurs populations particulièrement vulnérables durant le confinement – et après.

C'est pourquoi les équipes ont dû progressivement décaler leur action vers l'intervention d'urgence et l'humanitaire. A certains endroits, des associations caritatives (les Restos du cœur à Gardanne et Pertuis, le Secours populaire à Noailles ou à Grifeuille en Arles, la Croix-Rouge à Aix-en-Provence...), des initiatives citoyennes locales (des habitants ou des commerçants solidaires) ou des municipalités (Miramas, Istres...), anticipant cette montée de la précarité, avaient mis en place des systèmes d'aide alimentaire pour les plus démunis, les plus âgés ou les plus isolés, et des éducateurs de ces territoires y avaient contribué ou s'y étaient alliés.

Mais ces réseaux d'entraide n'existaient pas partout ou furent insuffisants face aux besoins croissants et aux situations dramatiques qui s'annonçaient, si bien que les autorités entreprirent de distribuer à plus grande échelle des colis alimentaires et des chèques service, et les équipes du Groupe y furent associées. Dans les cités ou les quartiers et en croisant leurs informations, des associations, des administrations et des services sociaux ont établi un recensement des personnes les plus en difficulté et c'est par plusieurs centaines ou milliers que des colis et des chèques furent distribués. Les demandes d'aides ont émané de familles déjà identifiées, mais aussi et de plus en plus de familles jusqu'alors inconnues parce que c'était bel et bien le risque de la faim qui se manifestait, ou la faim elle-même : une équipe du 13^e arrondissement de Marseille mentionne une dame âgée isolée qui ne s'était pas nourrie depuis trois jours; dans le quartier Saint-Lazare, les éducateurs s'alarment de la dénutrition des enfants du fait de la fermeture des cantines scolaires qui leur garantissaient au moins un (vrai) repas durant la journée, etc.

Dans les bidonvilles et à la Gare Saint-Charles

Dans les bidonvilles (et des squats) du département – principalement peuplés de familles originaires d'Europe centrale, arrivées sur le territoire dans les années 2000 – la misère a longtemps prévalu et prévalait encore à plusieurs endroits avant le confinement. C'est pourquoi les équipes de maraude du Groupe addap13 qui interviennent auprès de ces populations ne se sont pas décalées vers l'humanitaire, durant ces deux mois de restrictions, mais elles y sont retournées comme aux premiers temps de leur action, quand il s'agissait de satisfaire

des besoins élémentaires pour les populations : se nourrir, se vêtir, se chauffer, se soigner. Le diagnostic fut en effet rapidement établi : les personnes ne pouvant plus sortir pour aller « travailler » (mendicité, chine, récupération d'objets...), là où une part importante des familles vit encore de ces pratiques, c'est clairement la disette qui s'annonçait. Et pour celles qui vivaient d'un travail légal, c'était une diminution de leurs revenus ou la cessation de toute activité professionnelle (annulation ou report des missions intérim par exemple).

Le télétravail ne fut même pas une option : déjà peu envisageable en temps ordinaire (tous les habitants des bidonvilles n'ont pas le téléphone et la distance renforce la barrière de la langue et les écarts culturels), il n'a plus aucun sens lorsqu'il s'agit de pouvoir assister des personnes dans leurs besoins vitaux. C'est pourquoi, dans un premier temps, les équipes ont poursuivi leur présence sociale habituelle et tenté de maintenir les (fragiles) arrimages des populations aux services ou aux dispositifs de droit commun, ce qui fut le plus souvent un véritable casse-tête car les administrations étaient fermées ou les procédures très alenties. Ce faisant, et à l'instar de leurs collègues intervenant dans les quartiers, elles ont dû composer avec les règles qu'elles s'étaient fixées – par exemple elles ont procédé à des télé-actualisations à Pôle emploi pour des salariés qui d'habitude le font eux-mêmes – et ont ainsi vu se dessiner une sorte de régression dans leurs pratiques.

Puis elles ont, d'une part, créé des maraudes sanitaires pour garantir une veille minimale en ce domaine et permettre l'accès aux soins de personnes atteintes de maladies chroniques ou de maux urgents et, d'autre part, distribué des colis alimentaires, d'abord à l'initiative d'associations caritatives, puis à l'initiative de l'Etat qui a débloqué un budget spécifique pour les populations en situation d'exclusion. C'est donc quasiment depuis le début du confinement et pendant toute sa durée, que les équipes œuvrant dans les squats et les bidonvilles se sont attelées à cette tâche. Lorsque les produits de base étaient rationnés, elles ont fait les courses dans les magasins, puis lorsque les colis alimentaires furent prêts, elles les ont distribués, en lien avec des associations caritatives, des bénévoles ou des collègues qui se sont mobilisés pour leur prêter main-forte. Peu après elles ont également distribué des chèques service aux familles et ont continué à le faire longtemps après la fin du confinement.

A Marseille, ce sont environ 400 personnes vivant en bidonville qui ont bénéficié des colis et des chèques remis par l'équipe de maraude – 400 à 500 autres étant aidées par l'AMPIL (Action méditerranéenne pour l'insertion sociale par le logement), une autre association qui intervient aussi auprès de ces populations –, à quoi il faut ajouter des personnes en errance ou à la rue que les équipes doivent également assister dans le cadre de leurs missions. A Aix-en-Provence, 150 à 200 personnes résidant dans des camps ont été soutenues et à Arles, une dizaine de familles.

Portons-nous enfin à la gare Saint-Charles, où des équipes de maraude du Groupe addap13 interviennent en journée et en soirée auprès de jeunes errants, jeunes sans ressources, en fugue ou sans domicile pour leur procurer des premiers secours sociaux et, si possible, les orienter vers des dispositifs d'aide et des structures d'hébergement. Les premières notes des éducateurs font état de situations dramatiques, au tout début du confinement : les centres d'hébergement sont encore plus saturés qu'à l'ordinaire, les lieux d'accueil ou de repli sont fermés, des personnes à la rue sont verbalisées parce qu'elles ne portent pas de masque ou ne respectent pas les règles de distanciation, d'autres sont refoulées du site par les forces de

police ou se voient refuser l'accès à la gare dont elles utilisent habituellement les services, etc. Beaucoup de ces « errants-résidents » se trouvent alors en situation critique et totalement désemparés car ils n'ont pas d'endroit où aller et ne peuvent plus pratiquer les activités qui leur permettent habituellement de subvenir à leurs besoins : vente de journaux, mendicité ou petits trafics, toute une économie de la débrouille et de la survie.

L'intervention de l'Etat a toutefois permis d'endiguer l'aggravation des conditions de vie de ces publics – ou d'une partie d'entre eux. Plusieurs ont été mis à l'abri grâce au financement de nuitées d'hôtel et ils ont bénéficié des colis alimentaires et des chèques distribués par les équipes de maraude en lien avec des partenaires, des associations caritatives ou culturelles, des bénévoles ou de simples citoyens. Les distributions ont eu lieu sur le site de la gare et ses abords, puis sur un périmètre élargi et pour une population de plus en plus nombreuse et ne disposant plus d'aucune ressource. Mais l'aide prodiguée n'a pas pareillement profité à tous les publics présents sur le site et il est resté des gens dehors durant le confinement, dont le nombre est impossible à chiffrer, en particulier des migrants. Paradoxalement, les mineurs ou les jeunes adultes, qui représentent le cœur de cible de la mission des équipes de maraude sur la gare, n'ont pas forcément été les mieux lotis car ils ne furent pas considérés comme prioritaires au regard des risques de contamination du Covid. Si certains sont rentrés chez eux, ont été logés par des proches ou ont trouvé place dans des hébergements grâce à la persévérance d'associations, il est aussi possible que d'autres soient demeurés sans solution.

De l'éducatif à l'humanitaire : un retour en arrière ?

Disons-le sans détours : l'action humanitaire à laquelle les équipes de prévention spécialisée et de maraude ont dû se résoudre en distribuant des colis alimentaires (et des chèques) leur a plutôt laissé un goût amer, pour plusieurs raisons. Il est d'abord apparu que ce type d'action fait appel à des compétences et des savoir-faire dont elles n'étaient pas forcément dotées, car c'est tout un (autre) métier qui s'est ainsi dévoilé. Il a fallu mettre en place une logistique – faire ou aller chercher les colis, établir la liste des familles destinataires, élaborer des critères de sélection, évaluer le nombre de personnes choisies, les identifier, les informer, etc. – actions auxquelles les équipes ne sont pas habituées et qui peuvent être éloignées de leur doctrine d'intervention : ainsi n'établit-on pas ou peu de recensements en prévention spécialisée, les publics sont rarement sélectionnés et le respect de l'anonymat est un principe de base de la mission.

Par ailleurs, même si les équipes rechignent rarement aux tâches concrètes et font même preuve d'un indéniable sens pratique dans leur métier – y compris durant le confinement, nous l'avons vu –, il n'en reste pas moins que la distribution de colis alimentaires leur a souvent donné l'impression d'être des déménageurs-chauffeurs-livreurs dans la journée (et des comptables en soirée) et non plus des éducateurs.

Selon leurs écrits ou dires, les distributions se sont dans l'ensemble bien déroulées, en dépit parfois d'un manque de coordination ou de frictions avec ou entre les différents acteurs présents, et les publics ont pu être aidés. Mais elles ont aussi singulièrement affadi, faussé ou même abimé ce qui pour ces professionnels constitue le cœur de leur métier : la relation éducative et l'accompagnement vers l'insertion et l'autonomie des publics. Beaucoup ont

eu le sentiment d'avoir délaissé la posture éducative au profit du plus urgent et ont perçu ce passage comme un recul. Pour certains, ce sont même des mois et des mois de travail éducatif qui ont volé en éclats, lorsque des personnes qui avaient entamé un processus d'insertion et de responsabilisation (faire par soi-même, se déplacer seul à un rendez-vous, mieux se piloter dans les arcanes administratives, être partie prenante des démarches à faire, adopter les normes sociales, être entrées dans le monde du travail, etc.) se sont rapidement retrouvées dans une position des plus passives lorsqu'il a fallu qu'elles s'inscrivent sur une liste ou demandent à l'être, pour recevoir à manger ou des chèques. Toute action socioéducative place les publics dans un cadre d'échanges réciproques et révèle au fond une sorte de troc – fut-ce seulement la manifestation d'une envie ou d'un intérêt, un dialogue ou de l'estime réciproque –, mais durant le confinement l'asymétrie des positions fut flagrante entre celui qui donne et celui qui prend, plaçant les uns dans une fausse prodigalité – des *Pères Noël*, dira un éducateur – et réduisant les autres au statut de quémandeurs.

Des éducateurs ont d'ailleurs relevé la réticence de certains habitants à bénéficier de cette *manne*. Des parents sont venus chercher leurs colis les larmes aux yeux ou en détournant le regard, ou bien ils ont envoyé leurs enfants pour ne pas avoir à se présenter eux-mêmes et rendre autrui témoin de leur gêne, ou de leur honte. Dans des demandes d'aide qui ne sont pas des demandes car les personnes n'ont pas le choix et qu'il y va de leur survie ou de celle de leurs proches, il ne peut y avoir de consentement ou d'adhésion au soutien apporté, ou seulement de façade, et aucune sorte d'alliance, ou si faible, avec les aidants.

Et puis si cette aide a été une aubaine, a incontestablement permis à des familles de subvenir à leurs besoins et de tempérer par là-même la peur du manque ou de la faim, elle fut parfois sous-dimensionnée : un éducateur du centre-ville de Marseille parle de 500 colis pour 800 demandes, un de ses collègues du 13^e arrondissement rapporte qu'ils ont 45 colis pour deux cités où résident plus de 800 habitants dont plus de la moitié vit au-dessous du seuil de pauvreté, etc., et plusieurs alertes de ce type ont été lancées jusqu'à la fin du confinement. De sorte que si la distribution alimentaire fut une épreuve pour des publics, elle le fut également pour des équipes qui à leur tour éprouvèrent de la gêne à pouvoir apporter si peu au regard des besoins qui allèrent croissant. Et cette insuffisance a pu créer un sentiment d'injustice et de la frustration tant parmi les habitants que parmi les professionnels.

Toutefois, la réponse à l'urgence alimentaire ne fut pas négociable car elle était nécessaire et la satisfaction des besoins de base appelant des réponses concrètes et immédiates, il était exclu que les équipes du Groupe ne s'y résolvent pas – en particulier dans les premiers temps du confinement, lorsque la plupart des partenaires étaient absents. Il n'y avait pas à tergiverser ni même à réfléchir, il fallait y aller : telle est en substance la règle de conduite qui s'est imposée, lors même que ce type d'action ne relève pas des pratiques éducatives ordinaires et peut être contraire aux façons de faire usuelles. Si certains ont même argué qu'ils retrouvaient là les *fondamentaux* de leur métier, à savoir se porter au plus près des personnes en difficulté pour leur apporter de l'aide en partant des besoins identifiés, ils n'auraient pourtant jamais imaginé être confrontés à des besoins relevant de la survie. A leurs yeux il paraissait évident et acquis que l'éducatif se déployait dès lors que les nécessités vitales étaient satisfaites, l'action humanitaire ou d'urgence étant dès lors hors champ (sauf exceptions) et laissée aux acteurs caritatifs.

L'après-confinement – de la mi-mai jusqu'aux vacances de la Toussaint, avant l'instauration des couvre-feux puis du second confinement – ne prit pas du tout l'allure d'un retour à la vie normale. D'abord l'aide d'urgence ne s'est pas immédiatement arrêtée ; ainsi dans les bidonvilles marseillais la distribution de chèques s'est-elle étirée jusqu'à la troisième semaine de septembre, soit quatre mois après la sortie du confinement ; même chose à la gare Saint-Charles où l'équipe a également poursuivi la distribution de chèques jusqu'à l'automne ; et dans des cités ou des quartiers où des chèques ont été donnés à des habitants ou à des personnes sans ressources qui avaient été identifiées, par exemple des migrants. Cette prolongation a eu des effets paradoxaux, certains estimant qu'elle a retardé la reprise de la posture éducative car ils ont été identifiés comme ceux qui donnaient à manger ou de l'argent – « je suis devenue la femme qui distribue les tickets », dira une éducatrice –, d'autres arguant plutôt qu'avoir eu de l'argent (des chèques) les a aidés puisque les publics comblaient leur faim et que la satisfaction de ce besoin de base est un préalable à l'action éducative. Dans tous les cas, ces chèques furent nécessaires pour que des personnes puissent se nourrir en attendant que la situation s'améliore.

Mais la situation allait-elle s'améliorer ? Rien n'était moins sûr et c'est un sombre horizon que la plupart des équipes entrevirent – sans même imaginer qu'un second confinement allait être annoncé quelques semaines après. En tout cas si un retour à la normale devait avoir lieu, cela prendrait du temps. Les structures de proximité sont lentement revenues sur les territoires et elles ont dû adapter leurs modes d'accueil, ce qui a restreint ou ralenti leur activité à un moment où les publics en avaient le plus besoin. Si l'accès aux administrations, aux services ou aux dispositifs de droit commun n'est déjà pas chose aisée pour des publics qui en sont éloignés, le confinement a rendu les choses encore plus compliquées. Le travail des éducateurs s'en est trouvé impacté : comment relancer les projets d'insertion professionnelle qui ont été quasiment bloqués pendant trois mois ? Comment remobiliser les enfants autour des animations sportives ? Comment remettre des jeunes désinvestis dans une dynamique scolaire ? Comment les familles vont-elles pouvoir accéder à une normalité pécuniaire quand il y a eu moins d'argent, ou pas d'argent du tout, pendant plusieurs semaines ? A la gare, où va-t-on maintenant loger les personnes qui ont bénéficié de nuits d'hôtel ? A partir de quand et comment les accueils de jour vont-ils à nouveau fonctionner ? En résumé, à bien des endroits, les équipes ont eu le pressentiment que les effets du confinement allaient avoir un impact durable sur la situation des populations.

Bientôt, dans les quartiers ou les cités, une autre préoccupation s'annonçait : l'été. La restriction des déplacements à l'international empêchant des familles de se rendre dans leur pays d'origine ou de naissance comme elles le font à l'ordinaire et les séjours ou sorties de vacances ayant été suspendus ou annulés, à quoi des milliers d'enfants et de jeunes allaient-ils s'occuper pendant les deux mois d'été ? Alerté de cette situation, l'Etat a lancé le dispositif *Quartiers d'été 2020*, qui a permis de créer ou de renforcer les activités proposées aux familles des quartiers prioritaires, et des équipes du Groupe s'en sont saisies – par exemple le service Prévention sport collège (PSC) qui a emmené plus de 2 500 jeunes et des familles sur la base de loisirs du Frioul pendant cinq semaines. Avec ce dispositif, l'idée était certes de sortir les enfants des quartiers et de leur proposer des animations et du sport, mais les effets de cette action devaient plus largement permettre de rompre l'isolement de

certains habitants, d'atténuer des conflits à l'intérieur des familles et d'alléger le stress ou l'angoisse ressentie par des enfants et des parents. A vrai dire, toutes les équipes ont mis l'accent sur l'animation de loisirs ou sportive durant l'été car elles ont perçu une très forte attente en la matière et certaines, lorsque ce fut possible, ont aussi organisé des chantiers éducatifs pour aider les jeunes sans ressources et leur octroyer une petite soupape sur le plan matériel... encore un besoin d'argent.

Puis progressivement, à partir de septembre, un rapprochement vers les missions habituelles s'est opéré. Et c'est aussi à ce moment que des éducateurs ont pu récolter quelques fruits de leur présence et de leur implication durant le confinement. D'abord, bien sûr auprès des publics eux-mêmes, car les actions conduites durant les huit semaines, y compris la distribution de denrées alimentaires et de chèques, a renforcé les liens existants avec les jeunes et les familles : « La relation de confiance est encore plus forte maintenant, on était là quand il n'y avait personne et les gens le savent », dira un éducateur. Et elles ont permis de rencontrer et de nouer des liens avec de nouveaux habitants : « Cela m'a permis de rencontrer des gens que je ne connaissais pas ou avec lesquels le lien ne se faisait pas, mais ils ont vu qu'on était présents donc ils nous interpellent aujourd'hui pour des situations », ajoutera l'un de ses collègues. En clair, l'éducateur présent sur le territoire pendant deux mois – et parfois le seul acteur présent – a été identifié comme une personne ressource que l'on peut dès lors penser solliciter pour d'autres *prestations* que l'aide alimentaire ou financière. Ici, l'aide d'urgence est un tremplin vers l'accompagnement socioéducatif car l'éducateur est devenu (encore) plus légitime.

L'action des équipes a aussi pu avoir des conséquences positives sur le plan partenarial, là où la distribution alimentaire – qui a vu revenir les partenaires sur le terrain – s'est déroulée dans de bonnes conditions. L'aide d'urgence, dès lors qu'elle est efficiente, a d'ailleurs souvent l'effet de renforcer et d'enrichir les liens partenariaux tant l'action conduite nécessite de la solidarité entre les acteurs qui l'exercent et procure du sens. Ce tissu partenarial affermi ravive alors la dimension collective de l'intervention et augure de nouvelles actions communes pour l'avenir. Et cela est vrai tant pour des partenaires extérieurs que pour des équipes du Groupe addap13 qui ont travaillé de concert durant le confinement et noué des attaches qui jusqu'à présent n'existaient pas, ou faiblement – on peut par exemple songer à l'équipe de maraude de la gare Saint-Charles qui a travaillé de façon plus étroite avec l'équipe d'éducateurs de grande soirée du service de prévention spécialisée du centre-ville.

Et si l'urgence sociale s'installait ?

Le gouvernement, l'Etat et ses représentants ainsi que les collectivités territoriales ont débloqué des fonds, lancé des mesures et créé plusieurs dispositifs pour pallier au mieux les effets du confinement et venir en aide à la population – singulièrement aux publics les plus en difficulté : chômage partiel, aides financières et alimentaire, ouverture de places d'hébergement et de mise à l'abri, dispositifs d'été, déclenchement du plan Hiver, etc. Ils ont agi, sans doute pris entre une posture morale – on ne peut pas laisser les gens mourir de faim – et une inquiétude sur les effets de l'inaction : « la nourriture reste le meilleur vaccin contre le chaos », a commenté le comité Nobel lors de la remise du prix Nobel de la paix, le 9 octobre 2020, au Programme ali-

mentaire mondial (PAM). Certains professionnels du Groupe l'ont d'ailleurs mentionné : sans les distributions de colis et de chèques, il y aurait sans doute eu des vols, des dégradations ou des violences, et la satisfaction des besoins élémentaires souscrit aussi à une exigence de paix.

Toutefois les aides prodiguées de façon ponctuelle aux publics en difficulté ou en situation d'exclusion seront-elles converties en une action politique de longue durée ? Telle est la question qui se posait (déjà) après le (premier) confinement, dans la mesure où il a révélé des situations de fragilité et de solitude sociales qui, loin d'être des épiphénomènes ou des maux passagers, structurent la vie des populations qui en sont frappées. Les éducateurs l'ont écrit : à plusieurs endroits et à plusieurs reprises ils ont été submergés par les demandes lors des distributions de colis alimentaires car les estimations étaient bien en-deçà des besoins réels, ce qui signe l'extrême faiblesse du niveau de vie des populations résidentes. Cela met en lumière les limites de l'économie de la débrouille, dans les bidonvilles et les squats mais également dans des quartiers, économie qui n'est rien d'autre qu'un palliatif de survie plaçant les personnes dans une situation d'extrême tension et de très grande dépendance. Au fond, la leçon principale à retenir du confinement est que l'urgence sociale n'est pas un phénomène exceptionnel ou un moment transitoire, mais bel et bien une situation durable et déterminante pour l'existence des personnes qui y sont soumises – presque un *mode de vie*. On ne l'ignorait pas pour les habitants des bidonvilles ou des squats, même si peu à peu des familles parviennent à sortir de l'état d'indigence, et c'est encore plus flagrant pour les personnes à la rue ou en errance de la gare Saint-Charles, mais l'urgence sociale touche aussi une part notable des habitants des quartiers populaires.

Des éducateurs ont signalé que les manques (alimentaires) n'étaient pas une nouveauté et que la survie marquait déjà des habitants de leur secteur d'intervention, le confinement ayant exacerbé cette réalité. Les équipes éducatives interviennent dans des territoires qui sont parmi les plus précarisés de France et dans lesquels le seuil de pauvreté peut atteindre 40 % et même 50 % des ménages : ce sont bel et bien des enclaves de misère où des personnes vivent de petits boulots, de bricoles ou de trafics sans jamais pouvoir profiter des projets économiques créateurs d'emplois, de logements ou de richesses... qui peuvent se déployer à quelques encablures de là où elles résident. Si par ailleurs la redistribution sociale procure à ces personnes ou ces familles des ressources minimales d'existence, elles ne peuvent toutefois que très rarement desserrer l'étau financier qui les contraint et sortir de leur condition.

Dès lors il est envisageable que la précarité sociale, qui pouvait sembler un phénomène marginal – ou si habituel qu'on ne le voyait plus –, devienne en réalité un aspect majeur des territoires d'intervention des équipes de prévention spécialisée du Groupe addap13 – comme elle l'est des équipes de maraude. Et dans ce cas leur mission en sera – en est déjà ? – impactée dans la mesure où l'humanitaire pourrait y prendre une part croissante. En d'autres termes l'intervention socioéducative se rapprochera de plus en plus – si ce n'est déjà le cas – d'une intervention de secours social et il importera de mettre en place de nouvelles actions et de nouvelles qualifications pour faire face à ces réalités brutales qui s'imposent aux professionnels. Peut-être aussi faudra-t-il s'armer de nouvelles références théoriques et pratiques pour soutenir des modèles d'intervention qui ont été forgés (et consolidés) entre les années 1950 et les années 1980, soit durant des périodes de bonne santé économique et de croissance forte. Il faudra enfin procéder à une sorte de conversion doctrinale dans la

mesure où, dans l'esprit de bien des éducateurs, en principe l'éducatif se distingue de l'humanitaire et l'une et l'autre mission ne sont pas agies par les mêmes acteurs. Dans les faits, à l'avenir, il est fort possible que ces frontières se brouilleront.

Il semble que l'Etat ait pris la mesure de cette nouvelle donne sociale, au moins dans les textes et les intentions : « Le constat fait aujourd'hui consensus : notre modèle social parvient à contenir le développement de la pauvreté (...), mais il est inefficace pour en prévenir les causes et permettre d'en sortir. En période de crise, il joue un rôle d'amortisseur social, quoiqu'imparfait. Mais en période de reprise de la croissance et de création d'activités, il ne parvient que trop peu à accompagner les plus éloignés vers l'emploi et permettre la mobilité sociale », lit-on dans l'introduction de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté d'octobre 2018, avant cette conclusion amère : « Nous sommes parvenus au bout des contradictions d'une République sociale qui ne tient plus sa promesse envers les nouvelles générations. »

Du côté des acteurs politiques à l'échelle locale ou nationale, de partenaires ou d'associations, les idées ne manquent pas pour résoudre cette *contradiction* et faire en sorte que l'intention initiale prenne corps dans des projets et des financements pérennes et proportionnés aux retards à rattraper. En attendant – car il y a toujours une attente et souvent long, très long, est le chemin entre un projet et sa mise en œuvre effective – les équipes socioéducatives sont présentes sur leurs territoires et participent de fait à la gestion quotidienne de la précarité sociale – que cela soit dit ou pensé en ces termes, ou non. Certains l'ont déjà intégré et, avant l'annonce du second confinement, avaient de leur propre initiative commencé à envisager de nouvelles modalités d'action, de nouvelles tactiques ou stratégies pour affronter un tel deuxième épisode, le cas échéant. Dans leur esprit il n'était pas question de se dérober à cette nouvelle épreuve – même si le premier confinement les avait bousculés – et il fallait que leur contribution puisse (encore) gagner en justesse et en efficacité. Ce faisant ces professionnels énonçaient un défi pour l'avenir, allier l'éducatif et l'humanitaire, peut-être les contours d'un nouveau métier.

Groupe addap13

association départementale
pour le développement
des actions de prévention 13

Le Nautille -15, Chemin des Jonquilles
13013 Marseille

www.addap13.org
groupeaddap13@groupeaddap13.org



Groupe addap13
éduquer dans la rue